



AOO 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

REGLEMENT DE CONSULTATION

RC 23-12

commun à tous les lots

Version MAJ 12-04-2024

Le pouvoir adjudicateur :
Le Centre Hospitalier Universitaire de La Réunion
pour les besoins du GHT CHU et GHER

Service acheteur :
Direction des Travaux et des Services Techniques
Avenue François Mitterrand BP350
97448 Saint-Pierre Cedex
Tél : 02.62.35.90.45 Courriel : sec.dtst.ghsr@chu-reunion.fr

Portail de dématérialisation des achats : <http://achats.chu-reunion.fr>

Objet :

Travaux de réhabilitation et neufs des bâtiments pour les besoins du GHT du CHU de la REUNION (Site Nord CHFG, sites Sud GHSR et site Est GHER)

Appel d'offres ouvert, au sens des dispositions des articles L. 2124-2, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique

Date et heure limites de remise des offres reportée :
LUNDI 10 JUIN 2024 à 12h00 heure de La Réunion
Soit 09h00 (heure de Paris)

Table des matières

ARTICLE 1.	LE POUVOIR ADJUDICATEUR	3
ARTICLE 2.	OBJET DE LA CONSULTATION	5
ARTICLE 3.	PROCEDURE DE PASSATION	6
ARTICLE 4.	FORME DU MARCHÉ	6
ARTICLE 5.	ALLOTISSEMENT	8
ARTICLE 6.	DURÉE - DELAI D'EXECUTION	12
A.	Durée de l'accord-cadre et du 1 ^{er} marché à bon de commande attribué par lot	12
B.	Durée des marchés à bons de commande ultérieurs par lot.....	13
ARTICLE 7.	VARIANTES, PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLE (PSE) ET OPTIONS.....	13
ARTICLE 8.	VISITE DES SITES	14
ARTICLE 9.	DOSSIER DE CONSULTATION	15
ARTICLE 10.	DELAÏ DE VALIDITE DES OFFRES	17
ARTICLE 11.	GROUPEMENTS D'OPERATEURS ECONOMIQUES	17
ARTICLE 12.	SOUS-TRAITANCE.....	18
ARTICLE 13.	PRESENTATION DU DOSSIER DE CANDIDATURE	18
ARTICLE 14.	PRESENTATION DU DOSSIER D'OFFRE	21
ARTICLE 15.	CRITERES D'ATTRIBUTION ET CHOIX DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	24
ARTICLE 16.	ATTRIBUTION DU MARCHÉ.....	28
ARTICLE 17.	ENVOI DES PROPOSITIONS	30
ARTICLE 18.	DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES	33
ARTICLE 19.	LITIGES ET DIFFERENDS.....	33
Annexe 1 (jointe) Attestation de visite des sites (facultatif)		
Annexe 2 (jointe) Mode opératoire profil acheteur AWS		
Annexe 3 (jointe) Mode opératoire CHORUS PRO		
Annexe 4 (jointe) Documents sous-traitance		

OBSERVATIONS PRELIMINAIRES

Le mode de transmission des éléments de la candidature et de l'offre est exclusivement dématérialisé. La réponse électronique est possible mais la signature électronique n'est pas obligatoire : aucune signature de l'acte d'engagement (Attri1) n'est exigée : la signature du marché (acte d'engagement et annexe financière) ne sera exigible que du seul candidat qui sera déclaré attributaire après analyse et classement final des offres.

Article 1. Le Pouvoir Adjudicateur

Au titre de la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, et de l'article R6132-16 du Code de la Santé Publique, l'établissement support du groupement hospitalier de territoire (GHT) est chargé de la politique, de la planification, de la stratégie d'achat et du contrôle de gestion des achats pour ce qui concerne l'ensemble des marchés et de leurs avenants.

Il assure la passation des marchés et de leurs avenants conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Le CHU de La Réunion, établissement support du GHT Réunion assure la passation des marchés et de leurs avenants pour son propre compte ainsi qu'au profit du Centre Hospitalier Ouest Réunion, de l'Établissement public de santé mentale de La Réunion et du Groupe Hospitalier Est Réunion. Les établissements partis au groupement hospitalier de territoire assurent l'exécution de ces marchés conformément aux dispositions du Code de la commande publique.

Les prestations concernent l'ensemble des sites suivants :

Site Est GHER

GROUPE HOSPITALIER EST REUNION

30 Route nationale 3
ZAC MADELEINE - BP 186
97470 SAINT-BENOIT

CHU DE LA REUNION

Site Nord CHFG

CENTRE HOSPITALIER FELIX GUYON

ALLEE DES TOPAZES BELLEPIERRES
CS 11021
97400 SAINT DENIS

Site Sud GHSR (site principal de SAINT-PIERRE et sites périphériques extérieures)

GROUPE HOSPITALIER SUD REUNION

Avenue François Mitterrand
Terre Rouge - BP 350
97448 SAINT-PIERRE CEDEX

Sites périphériques du CHU SUD REUNION-GHSR:

- Hôpital du Tampon
- Hôpital de Saint Louis
- EHPAD de St Louis
- Hôpital de Saint-Joseph
- EHPAD de Saint-Joseph

- Hôpital de Cilaos
- MRS (Maison de la Recherche et de la Santé)
- CMPEA St Pierre - 10 Lot. Chambi, Basse terre
- CMPEA / HDJ St Pierre - 117 Rue François de MAHY
- CMP St Pierre - 1 Rue Sainte Rose (Villa Aubry)
- CAPAS - 6 Allée des rameaux, Terre sainte
- URPS - 168 Allée des aubépines, Bassin Plat
- CMP Ravine des cabris - 9 Rue pasteur
- CMPEA Tampon - 151 Rue du général Ailleret
- CMP Tampon - 25 Rue cité LASSAYS
- CMPEA / HDJ St Louis - 8 8 Rue Samuel TREUTHARD
- CMPEA St Louis - 1 Rue des Merisiers, ZAC Palissade
- CMPEA St Louis - 3 Rue Samuel TREUTHARD
- CMP ST LOUIS - Hôpital Rue Nationale
- CMPEA St Joseph - 2 Rue mère Theresa
- CMP ST JOSEPH - 2 Rue mere Theresa
- CMPEA St Leu (Location EPSMR) - 48 Chemin des 4 robinets, Piton St Leu
- CMP St Leu - 67 Allée des flamboyants, Lot. Stella, Piton St Leu

NB : Cette liste des sites est donnée à titre indicatif : les candidats sont informés que les prestations demandées pourront automatiquement être étendues à d'autres sites appartenant au CHU et/ou GHER en cours d'exécution du présent accord cadre.

Ces établissements accueillent du personnel et du public et sont composés de locaux réservés au sommeil. La plupart des établissements du CHU Nord et Sud et GHER, sont des établissements allant du Type U de 1^{ère} catégorie à des établissements de 2^{ème}, 3^{ème} et 4^{ème} catégorie.

SERVICE ACHETEUR : DTST du CHU de La Réunion

Correspondant :

Direction des Travaux et des Services Techniques (DTST) des sites Sud du CHU de La Réunion

Téléphone : 0262 35 90 45

Télécopieur : 0262 35 90 35

Courriel : sec.dtst.ghsr@chu-reunion.fr

➔ Portail de dématérialisation des achats : <http://achats.chu-reunion.fr>

REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR (RPA)

Au sens des dispositions du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux, le Centre Hospitalier Universitaire (CHU) de La Réunion, pouvoir adjudicateur, représenté par son Directeur Général, est maître d'ouvrage des travaux commandés.

Afin de faciliter la lecture du présent document, le code issu de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 modifiée portant partie législative du code, des décrets n°2018-1075 du 3 décembre 2018 modifié portant partie réglementaire du code de la commande et 2018-1225 du 24 décembre 2018 portant diverses mesures relatives aux contrats de la commande publique, est désigné comme suit « Le Code ».

Il est précisé que le CHU de La Réunion, Etablissement support du GHT de La Réunion, agit dans le cadre de la présente procédure de mise en concurrence comme pouvoir adjudicateur. Il demeure, à ce titre, responsable de l'ensemble du déroulement de la procédure de mise en concurrence, en application des dispositions combinées des articles L. 6132-3 et R. 6132-16 du code de la santé publique.

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 4 sur 34
-----------------	--	---------------

Le présent accord-cadre est passé et attribué par le CHU de La Réunion pour son propre compte et celui du GHER. Le CHU de La Réunion et le GHER conservent la maîtrise d'ouvrage des travaux qui seront ensuite commandés aux titulaires des lots de l'accord-cadre, postérieurement à la notification de ce dernier.

Article 2. Objet de la consultation

La consultation porte sur l'opération de travaux suivante :

Travaux de réhabilitation et neufs des bâtiments pour les besoins du GHT du CHU de la REUNION (Site Nord CHFG, sites Sud GHSR et site Est GHER)

Le CHU de La Réunion et le GHER souhaitent ainsi disposer d'un contrat permettant l'exécution de travaux de réhabilitation et travaux neufs d'une ampleur limitée dans des délais contraints.

Les prestations devront être réalisées en conformité avec les textes réglementaires en vigueur.
Les prestations seront réalisées en site occupé. Le titulaire devra par conséquent respecter le fonctionnement du site, les règles de sécurité et perturber à minima l'activité du CHU. En effet, la continuité de service aux patients et la sécurité des soins doit être garantie en continu.
Ces interventions sont réalisées conformément à un calendrier d'exécution qui sera notifié au titulaire à chaque début d'année de marché.

Les prestations devront être réalisées en conformité avec les textes réglementaires en vigueur.
Les candidats sont par ailleurs réputés connaître les règles applicables à l'exercice de leur profession et ne peuvent s'en exonérer sous couvert du défaut de leur précision dans le présent RC, CCP et leurs annexes jointes.

CARACTERISTIQUES PRINCIPALES

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires relatifs aux travaux de gros entretien et petits travaux neufs sur les secteurs du sud, du nord et de l'est, et ce au sens des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à 14 du code de la commande publique. Il est exécuté au moyen de l'émission de bons de commande sans remise en concurrence. Trois (3) titulaires sont retenus au titre de chacun des lots. Le mode de dévolution des commandes pour chacun des lots est celui dit en « cascade » décrit au cahier des clauses administratives particulières.

C'est un accord-cadre à bons de commande sans minimum et avec un maximum, en application de l'article R2162-2 alinéa 2 du Code de la commande.

Le montant maximum par lot est détaillé en annexe 1 du CCAP.

Estimation de 50 000 000.00 € HT maximum par an (soit 200 000 000.00 € HT maximum pour la durée totale du contrat pour l'ensemble des besoins GHT CHU-GHER).

Le détail et caractéristiques des besoins sont définis aux CCAP / CCTP et leurs annexes par lot jointes au DCE 23-12.

Lieux d'exécution des travaux :

Les prestations concernent les besoins du GHT : **site du GHER EST REUNION SAINT-BENOIT ; SITE NORD CHFG BELLEPIERRE** et l'ensemble des sites du **CHU SUD REUNION GHSR : site principal de Saint-Pierre** et sites périphériques extérieurs (Saint-Pierre, Saint-Joseph, Saint-Louis, Saint-Leu, Cilaos, Tampon, Saint-Paul).

Modalités de financement et de paiement :

Les prestations objet du présent marché sont financées sur les ressources propres du GHT du CHU de la Réunion, budget annuel des 3 sites concernés.

Le moyen de paiement est le virement par mandat administratif.

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 5 sur 34
-----------------	--	---------------

Délais de paiement :

Le délai global de paiement est au maximum de 50 jours conformément aux articles L.2192-12 et R.2192-11 du Code de la Commande publique effectif **à compter de la date de réception des demandes de paiement (factures/situation de travaux) complètes et régulières après service fait et sud justificatifs complets sur le portail CHORUS PRO du CHU de La Réunion-DTST**. Le défaut de paiement dans les délais prévus fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire, conformément aux articles L.2192-12 à 14 du Code de la Commande publique.

Article 3. Procédure de passation

La procédure lancée est une procédure formalisée d'appel d'offres au sens des dispositions des articles L. 2124-1, R. 2124-1 et R. 2161-1 à 5 du code de la commande publique.

Nomenclature CPV pertinente :

45110000-1 Travaux de démolition de bâtiments et travaux de terrassement
45210000-2 Travaux de construction de bâtiment
45215100-8 Travaux de construction de bâtiments liés à la santé
45200000-9 Travaux de construction complète ou partielle et travaux de génie civil
45311000-0 Travaux de câblage et d'installations électriques
45320000-6 Travaux d'isolation
45330000-9 Travaux de plomberie
45331000-6 Travaux d'installation de matériel de chauffage, de ventilation et de climatisation
45400000-1 Travaux de parachèvement de bâtiment
45410000-4 Travaux de plâtrerie
45420000-7 Travaux de menuiserie et de charpenterie
45421141-4 Travaux de cloisonnement
45260000-7 Travaux de couverture et travaux d'autres corps de métier spécialisés
45261420-4 Travaux d'étanchéification
45442100-8 Travaux de peinture
45432111-5 Travaux de pose de revêtements de sols souple
45450000-6 Autres travaux de parachèvement de bâtiments
45421000-4 Travaux de menuiserie
45210000-0 Travaux de fluides médicaux

Article 4. Forme du marché

Il s'agit d'un accord-cadre à bons de commande multi-attributaires relatifs aux travaux de gros entretien et petits travaux neufs sur les secteurs du sud, du nord et de l'est, et ce au sens des dispositions des articles L. 2125-1, R. 2162-1 à 14 du code de la commande publique. Il est exécuté au moyen de l'émission de bons de commande sans remise en concurrence.

Le marché qui sera attribué est traité à prix unitaires sur la base du cadre BPU joint à l'acte d'engagement. Ledit accord cadre multi attributaire à bons de commande qui sera attribué vaut acte d'engagement et constituera le 1^{er} marché de travaux à bons de commande valable pendant toute la durée de validité de l'accord cadre. Il sera constitué à partir des éléments figurants au présent CCAP, CCTP, à l'acte d'engagement et leurs annexes.

Les autres marchés subséquents exécutés par bons de commande attribués seront conclus en fonction de la survenance des besoins en application des articles R.2162-7, -8 et suivants du Code de la Commande Publique.

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 6 sur 34
-----------------	--	---------------

Le pouvoir adjudicateur retiendra plusieurs titulaires à l'issue de cette consultation en cas de concurrence suffisante.

Trois (3) titulaires sont retenus au titre de chacun des lots.

S'il n'y a qu'un seul candidat soumissionnaire par lot, alors l'accord cadre sera attribué au seul candidat classé si l'unique offre reçue est recevable en conformité avec les dispositions des marchés publics.

Le mode de dévolution du marché est le suivant :

1) Pour le premier marché à bons de commande découlant de l'accord-cadre attribué sur la base du BPU (DQE interne), le mode de dévolution des commandes est celui de l'attribution à tour de rôle, suivant l'ordre du classement issu de l'analyse des offres.

Ainsi, sur la base des critères pondérés prévus au Règlement de consultation, les 3 candidats ayant obtenu la première, seconde et troisième place du classement seront désignés titulaires de l'accord-cadre par lot ; il se verront adresser la demande de travaux qui prend la forme d'un bon de commande sur la base des prix BPU **à tour de rôle** :

- 1^{er} bon de commande : titulaire A
- 2^{ème} bon de commande : titulaire B
- 3^{ème} bon de commande : titulaire C
- 4^{ème} bon de commande : de nouveau titulaire A
- Et ainsi de suite

NOTA : Les titulaires de l'accord-cadre ne peuvent refuser d'exécuter les travaux d'un bon de commande.

2) Pour toute autre demande et lorsque les produits objets des travaux ne sont pas référencés au bordereau des prix unitaires du premier marché à bons de commande, les trois titulaires de l'accord-cadre seront remis en concurrence ; ce qui donnera lieu à un (ou des) marché(s) à bon(s) de commande(s) ultérieurs selon la même règle de dévolution « à tour de rôle » pour l'attribution des bons de commandes.

La conclusion des marchés fondés sur l'accord-cadre, interviendra lors de la survenance du besoin et dans les conditions exposées au CCAP et CCTP.

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur le bordereau des prix unitaires prévaudront sur toutes autres indications de l'offre et le montant du détail estimatif sera rectifié en conséquence.

Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées dans ce détail estimatif seront également rectifiées et c'est le montant ainsi rectifié du détail estimatif qui sera pris en considération pour le jugement des offres.

En conséquence, le montant de l'offre figurant à l'acte d'engagement sera modifié en tenant compte des indications qui précèdent.

Les montants, délais et caractéristiques des missions seront précisés à chaque bon de commande qui seront attribué en cascade selon les conditions du RC et CCAP.

Le niveau des prestations est à apprécier par le titulaire selon les dispositions du CCAP 23-12, CCTP et leurs annexes.

Si Le candidat estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non-conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix.

Cette modification s'accompagnera d'une note explicative séparée et annexée à son offre.

Dans ce cas, conformément à l'article R.2152-13 du Code de la Commande Publique, une mise au point des composantes du marché interviendra si nécessaire (ouv11) qui sera annexée à l'acte d'engagement attribué entre le prestataire retenu et le CHU de La Réunion avant tout début d'exécution notamment pour déterminer et modifier ses erreurs purement matérielles, voir définir le calendrier d'exécution et de mise en œuvre des prestations.

Article 5. Allotissement

L'opération est découpée initialement en 74 lots, actualisée à 71 lots suite à décision sans suite pour les lots 17, 40, 63 et 72 (informations communiquées aux candidats via le profil acheteur en date du 18/03/2024) et rajout d'un lot 75 hydraulique froid ci-dessous et selon la répartition suivante :

N° LOT	DESIGNATION	Montant maximum	CPV
CHU SUD - LOTS 1 à 23 (23 lots)			
LOT 1	GROS ŒUVRE - DÉMOLITION - TRAVAUX DIVERS ET GÉNÉRAUX, MAÇONNERIE GÉNÉRALE	4 000 000,00 €	45110000-1
LOT 2	CHARPENTE COUVERTURE (Yc Bardage verticaux Tôle - Bois Tresta,...et Reprise Corrosion - - GOUTTIÈRES - CROCHETS DE SÉCURITÉ , zinguerie et tout réseau EP hors VRD	2 000 000,00 €	45261000-4
LOT 3	REVÊTEMENT DUR (carrelage Sol + Faïence + Habillage Extérieur)	1 000 000,00 €	45430000-0
LOT 4	PEINTURE Intérieure + Extérieurs yc REPRISES Ponctuelle Extérieure protection : murales, des portes et des angles (en décochoc et en inox)	2 000 000,00 €	45442110-1
LOT 5	SOLS SOUPLES yc Plinthes	2 000 000,00 €	45432111-5
LOT 6	CLOISON - FAUX PLAFOND (pleins et suspendus)	2 000 000,00 €	45421141-4
LOT 7	MÉTALLERIE (Escalier ; Garde Corps ; portes Métalliques et vitrerie ; échelles d'accès ; passerelles ; Barreaudage ; ouvrage en tôles en pied au rives / Bavures ; reprise Corrosion, lignes de vie)	1 000 000,00 €	45421140-7
LOT 8	MENUISERIE EXTÉRIEURES bois, PVC et alluminum (portes, Fenêtres, jalousies, divers et vitrerie) et STORES Ext et Int, volets roulants, films sur vitres.	1 000 000,00 €	45421000-4
LOT 9	MENUISERIE INTÉRIEURE	1 000 000,00 €	45421000-4

LOT 10	OUVRAGE BOIS (escaliers, Caillebotis, Glissières protection Mur, Passerelles, Brise soleil, et mobilier bois sur mesure)	500 000,00 €	45422100-2
LOT 11	PLOMBERIE SANITAIRE (appareils, Accessoires, siphon de sol, canalisations), (colonnes sèches et RIA) ET EAU CHAUDE SOLAIRE (Capteurs ; accessoires, cuves de stockage)	1 000 000,00 €	45330000-9
LOT 12	CLIMATISATION (Centralisé DRV ; eau glacée ; liaisons frigorifiques ; tuyauterie Eau glacée ; condensat, sondes)	2 000 000,00 €	45331200-8
LOT 13	VENTILATION et TRAITEMENT D'AIR (Apport Air neuf; extracteur d'Air ; réseaux ; bouches et grilles ; sondes ; accessoires, désenfumage mécanique et naturel, CTA, ROOF TOP)	2 000 000,00 €	45331200-8
LOT 14	SPLIT SYSTÈME	500 000,00 €	45331220-4
LOT 15	ÉLECTRICITÉ COURANT FORT (de transformateur à TGBT - Onduleurs)	2 000 000,00 €	45310000-3
LOT 16	ÉLECTRICITÉ COURANT FORT (distribution, création/extension TD, luminaires, PC, BAES)	2 000 000,00 €	45310000-3
LOT 17	ÉLECTRICITÉ COURANT FAIBLE (Bouton appel malade ; contrôle Accès ; vidéo surveillance ; anti agression ; anti fuite ; anti intrusion ; boucle d'induction ; horloge ; la gestion file d'attente.)	2 000 000,00 €	45311000-0
			SANS SUITE
LOT 18	ÉLECTRICITÉ COURANT FAIBLE (Téléphonie ; TV Collectif ; informatique; réseau VDI)	2 000 000,00 €	45311000-0
LOT 19	PAILLASSE (Inox, Corian et matériaux synthétiques)	1 000 000,00 €	39181000-
LOT 20	PORTAILS ,BASCULANT Véhicules, barrières automatiques et rideaux	500 000,00 €	445311000-0
LOT 21	PORTES AUTOMATIQUES	1 000 000,00 €	45421100-5
LOT 22	ETANCHEITE LOURDE et LIQUIDE (Verticale et Horizontale)	1 000 000,00 €	45261420-4
LOT 23	VRD (Générale - Terrassement et Génie Civil; regards)	3 000 000,00 €	45110000-1
CHU NORD CHFG - LOTS 24 à 46 (23 lots)			
LOT 24	GROS ŒUVRE - DÉMOLITION - TRAVAUX DIVERS ET GÉNÉRAUX, MAÇONNERIE GÉNÉRALE	4 000 000,00 €	45110000-1
LOT 25	CHARPENTE COUVERTURE (Yc Bardage verticaux Tôle - Bois Tresta,...et Reprise Corrosion - - GOUTTIÈRES - CROCHETS DE SÉCURITÉ , zinguerie et tout réseau EP hors VRD	2 000 000,00 €	45261000-4
LOT 26	REVÊTEMENT DUR (carrelage Sol + Faïence + Habillage Extérieur)	1 000 000,00 €	45430000-0
LOT 27	PEINTURE Intérieure + Extérieurs yc REPRISES Ponctuelle Extérieure protection : murales, des portes et des angles (en décochoc et en inox)	2 000 000,00 €	45442110-1
Affaire n°23-12		Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 9 sur 34

LOT 28	SOLS SOUPLES yc Plinthes	2 000 000,00 €	45432111-5
LOT 29	CLOISON - FAUX PLAFOND (pleins et suspendus)	2 000 000,00 €	45421141-4
LOT 30	MÉTALLERIE (Escalier ; Garde Corps ; portes Métalliques et vitrerie ; échelles d'accès ; passerelles ; Barreaudage ; ouvrage en tôles en pied au rives / Bavures ; reprise Corrosion, lignes de vie)	1 000 000,00 €	45421140-7
LOT 31	MENUISERIE EXTÉRIEURES bois, PVC et aluminium (portes, Fenêtres, jalousies, divers et vitrerie) et STORES Ext et Int, volets roulants, films sur vitres.	1 000 000,00 €	45421000-4
LOT 32	MENUISERIE INTÉRIEURE (Portes intérieur yc CF, serrurerie, y compris fermes-portes motorisés ou non) hors canons et clés.	1 000 000,00 €	45421000-4
LOT 33	OUVRAGE BOIS (escaliers, Caillebotis, Glissières protection Mur, Passerelles, Brise soleil, et mobilier bois sur mesure)	500 000,00 €	45422100-2
LOT 34	PLOMBERIE SANITAIRE (appareils, Accessoires, siphon de sol, canalisations), (colonnes sèches et RIA) ET EAU CHAUDE SOLAIRE (Capteurs ; accessoires, cuves de stockage)	1 000 000,00 €	45330000-9
LOT 35	CLIMATISATION (Centralisé DRV ; eau glacée ; liaisons frigorifiques ; tuyauterie Eau glacée ; condensat, sondes)	2 000 000,00 €	45331200-8
LOT 36	VENTILATION et TRAITEMENT D'AIR (Apport Air neuf; extracteur d'Air ; réseaux ; bouches et grilles ; sondes ; accessoires, désenfumage mécanique et naturel, CTA, ROOF TOP)	2 000 000,00 €	45331200-8
LOT 37	SPLIT SYSTÈME	500 000,00 €	45331220-4
LOT 38	ÉLECTRICITÉ COURANT FORT (de transformateur à TGBT - Onduleurs)	2 000 000,00 €	45310000-3
LOT 39	ÉLECTRICITÉ COURANT FORT (distribution, création/extension TD, luminaires, PC, BAES)	2 000 000,00 €	45310000-3
LOT 40	ÉLECTRICITÉ COURANT FAIBLE (Bouton appel malade ; contrôle Accès ; vidéo-surveillance ; anti agression ; anti fuite ; anti intrusion ; boucle d'induction ; horloge ; la gestion file d'attente.)	2 000 000,00 €	45311000-0
			SANS SUITE
LOT 41	ÉLECTRICITÉ COURANT FAIBLE (Téléphonie ; TV Collectif ; informatique; réseau VDI)	2 000 000,00 €	45311000-0
LOT 42	PAILLASSE (Inox, Corian et matériaux synthétiques)	1 000 000,00 €	39181000-4
LOT 43	PORTAILS ,BASCULANT Véhicules, barrières automatiques et rideaux	500 000,00 €	45421100-5
LOT 44	PORTES AUTOMATIQUES	1 000 000,00 €	45421100-5
LOT 45	ETANCHEITE LOURDE et LIQUIDE (Verticale et Horizontale)	1 000 000,00 €	45261420-4
LOT 46	VRD (Générale - Terrassement et Génie Civil; regards)	3 000 000,00 €	45110000-1
GHER - LOTS 47 à 69 (23 lots)			
LOT 47	GROS ŒUVRE - DÉMOLITION - TRAVAUX DIVERS ET GÉNÉRAUX, MAÇONNERIE GÉNÉRALE	4 000 000,00 €	45110000-1
LOT 48	CHARPENTE COUVERTURE (Yc Bardage verticaux Tôle - Bois Tresta,...et Reprise Corrosion - - GOUTTIÈRES - CROCHETS DE SÉCURITÉ , zinguerie et tout réseau EP hors VRD	2 000 000,00 €	45261000-4

LOT 49	REVÊTEMENT DUR (carrelage Sol + Faïence + Habillage Extérieur)	1 000 000,00 €	45430000-0
LOT 50	PEINTURE Intérieure + Extérieurs yc REPRISES Ponctuelle Extérieure protection : murales, des portes et des angles (en décochoc et en inox)	2 000 000,00 €	45442110-1
LOT 51	SOLS SOUPLES yc Plinthes	2 000 000,00 €	45432111-5
LOT 52	CLOISON - FAUX PLAFOND (pleins et suspendus)	2 000 000,00 €	45421141-4
LOT 53	MÉTALLERIE (Escalier ; Garde-Corps ; portes Métalliques et vitrerie ; échelles d'accès ; passerelles ; Barreaudage ; ouvrage en tôles en pied au rives / Bavures ; reprise Corrosion, lignes de vie)	1 000 000,00 €	45421140-7
LOT 54	MENUISERIE EXTÉRIEURES bois, PVC et aluminium (portes, Fenêtres, jalousies, divers et vitrerie) et STORES Ext et Int, volets roulants, films sur vitres.	1 000 000,00 €	45421000-4
LOT 55	MENUISERIE INTÉRIEURE (Portes intérieur y CF, serrurerie, y compris fermes-portes motorisés ou non) hors canons et clés.	1 000 000,00 €	45421000-4
LOT 56	OUVRAGE BOIS (escaliers, Caillebotis, Glissières protection Mur, Passerelles, Brise soleil, et mobilier bois sur mesure)	500 000,00 €	45422100-2
LOT 57	PLOMBERIE SANITAIRE (appareils, Accessoires, siphon de sol, canalisations), (colonnes sèches et RIA) ET EAU CHAUDE SOLAIRE (Capteurs ; accessoires, cuves de stockage)	1 000 000,00 €	45330000-9
LOT 58	CLIMATISATION (Centralisé DRV ; eau glacée ; liaisons frigorifiques ; tuyauterie Eau glacée ; condensat, sondes)	2 000 000,00 €	45331200-8
LOT 59	VENTILATION et TRAITEMENT D'AIR (Apport Air neuf; extracteur d'Air ; réseaux ; bouches et grilles ; sondes ; accessoires, désenfumage mécanique et naturel, CTA, ROOF TOP)	2 000 000,00 €	45331200-8
LOT 60	SPLIT SYSTÈME	500 000,00 €	45331220-4
LOT 61	ÉLECTRICITÉ COURANT FORT (de transformateur à TGBT - Onduleurs)	2 000 000,00 €	45310000-3
LOT 62	ÉLECTRICITÉ COURANT FORT (distribution, création/extension TD, luminaires, PC, BAES)	2 000 000,00 €	45310000-3
LOT 63	ÉLECTRICITÉ COURANT FAIBLE (Bouton appel malade ; contrôle Accès ; vidéo surveillance ; anti agression ; anti fuite ; anti intrusion ; boucle d'induction ; horloge ; la gestion file d'attente.)	2 000 000,00 €	45311000-0
LOT 64	ÉLECTRICITÉ COURANT FAIBLE (Téléphonie ; TV Collectif ; informatique; réseau VDI)	2 000 000,00 €	45311000-0
LOT 65	PAILLASSE (Inox, Corian et matériaux synthétiques)	1 000 000,00 €	39181000-4
LOT 66	PORTAILS ,BASCULANT Véhicules, barrières automatiques et rideaux	500 000,00 €	45421100-5
LOT 67	PORTES AUTOMATIQUES	1 000 000,00 €	45421100-5
LOT 68	ETANCHEITE LOURDE et LIQUIDE (Verticale et Horizontale)	1 000 000,00 €	45261420-4

LOT 69	VRD (Générale - Terrassement et Génie Civil; regards)	3 000 000,00 €	45110000-1
LOTS COMMUNS SITES NORD- SUD ET EST - LOTS 70 à 74 (5 lots)			
LOT 70	Pompages motorisation	2 000 000,00 €	45232152-2
LOT 71	Calorifuge Hydraulique et Aéraulique	2 000 000,00 €	45232453-2
LOT 72	GTB, GTC et GTE, fourniture automates et passerelles, programmation et création de vues d'écran	2 000 000,00 €	35120000-1 SANS SUITE
LOT 73	FLUIDE MEDICAUX	2 000 000,00 €	45332000-3
LOT 74	TRANSPORT PNEUMATIQUE	1 500 000,00 €	45231510-3
LOT 75	HYDRAULIQUE FROID	2 000 000.00 €	NOUVEAU LOT 45331200-8

Un candidat peut remettre une offre pour chacun des lots.

Le pouvoir adjudicateur ne limite pas le nombre de lots pour lesquels le candidat peut présenter une offre, ni le nombre de lots qui peuvent être attribués à un même candidat.

Chacun des lots fera l'objet d'un marché distinct.

NB : tous les lots ont un CCTP distinct sauf pour les lots suivants : lot GROS OEUVRE DEMOLITION; lot CHARPENTE ; lot MENUISERIE EXTERIEURE.

Article 6. Durée - Délai d'exécution

Les délais d'exécution sont encadrés par l'article B-5 de l'acte d'engagement et définis au CCAP 23-12, article 4-1.

6.1. Durée

A. Durée de l'accord-cadre et du 1^{er} marché à bon de commande attribué par lot

L'accord cadre est conclu pour la période pluriannuelle 2024-2028 et prend effet à compter de sa date de notification 2024 jusqu'au 31/12/2025 mois pour sa première année d'exécution.

Sauf dénonciation expresse en courrier RAR par le pouvoir adjudicateur au minimum 2 mois avant la fin de sa durée de validité annuelle, l'accord cadre est reconductible tacitement 3 fois pour une durée annuelle de 12 mois pour 2026, 2027 et 2028. Terme final 31/12/2028.

Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction tacite conformément aux articles L2112-5, L.2125.1 et R.2112-4 du Code de la commande publique.

La non reconduction est à l'initiative du pouvoir adjudicateur qui pourra mettre fin à l'accord-cadre, par l'envoi au titulaire d'une décision de non reconduction du contrat notifiée par courrier recommandé avec accusé de réception au plus tôt 3 mois et au plus tard 1 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre ne s'analyse pas en une résiliation et ne donne pas lieu à indemnisation du titulaire.

Les titulaires de l'accord-cadre ne peuvent prétendre sur ce fondement à aucune indemnité.

En cas de non reconduction de l'accord-cadre, les bons de commande émis sur la période et/ou en cours d'exécution devront être honorés jusqu'à achèvement complet des prestations.

B. Durée des marchés à bons de commande ultérieurs par lot

- La durée des marchés ultérieurs se confondra avec leur délai d'exécution selon les modalités précisées au CCAP et CCTP communs aux 3 lots.
- Ce délai d'exécution sera indiqué sur le bon de commande prescrivant le début d'exécution des prestations.

6.2. Délais d'exécution

- Les délais d'exécution sont définis pour chaque bon de commande selon les caractéristiques et modalités précisées au CCAP et CCTP communs aux 3 lots.

6.3. Exécution complémentaire

Lorsque le montant des prestations exécutées atteint le montant prévu par le marché, la poursuite de l'exécution des prestations sera subordonnée à une décision de poursuivre unilatérale prise par le pouvoir adjudicateur conformément à la réglementation des marchés publics détaillée au CCAP 23-12.

Des marchés négociés de travaux en application des articles R.2194-1, -2, -3 et -4 du Décret 2018-1075 du Code de la Commande publique sera possible. De même des marchés négociés portant sur la réalisation de travaux de prestations similaires pourront être passés ultérieurement dans les conditions définies au CCP et à l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

- Ainsi, les prestations pourront donner lieu à un nouveau marché pour la réalisation de travaux de prestations similaires dans les conditions exposées aux articles R.2122-7 du Code de la Commande publique. Le marché de travaux de prestations similaires sera confié et exécuté par le titulaire du marché initial dans les mêmes conditions (cahier des charges) que celles qui sont fixées dans le contrat ; il sera conclu quel que soit le montant additionnel dès lors qu'il est conclu dans les 3 ans de la notification du marché initial.
- Le marché complémentaire de travaux sera confié et exécuté par le titulaire du marché initial dans les mêmes conditions (cahier des charges) que celles qui sont fixées dans le contrat. En outre, ce nouveau marché ne devra pas être supérieur à 50 % du montant du marché initial et se fera dans le respect de la clause de variation de prix prévue au contrat initial. En revanche lorsque plusieurs modifications successives sont effectuées, cette limite s'applique au montant de chaque modification sous réserve d'avoir respecté les modalités de publicité de rigueur lors de la mise en concurrence initiale.

Article 7. Variantes, Prestations supplémentaires éventuelle (PSE) et Options

Les variantes constituent des modifications, à l'initiative des candidats ou de l'acheteur, des spécifications de la solution de base prévues dans les documents de la consultation.

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 13 sur 34
-----------------	--	----------------

Elles peuvent être autorisées ou exigées par l'acheteur.

- Les variantes sont autorisées : ☒ non ☐ oui
- Les variantes sont exigées : ☒ non ☐ oui

Les variantes sont INTERDITES

Exigences minimales : sans objet.

Prestations supplémentaires éventuelles :

Une **prestation supplémentaire** est un ajout à l'offre de base **demandé par l'acheteur** (ex : option technique), sachant que l'acheteur se réserve le droit de retenir ou non ces prestations supplémentaires, lors de la notification du marché. Une **prestation supplémentaire**, est un ajout à l'offre de base, dont la définition des spécifications techniques appartient à l'acheteur.

- **La présente consultation ne comporte aucune prestation(s) supplémentaire(s).**

Options :

Les options correspondent à une notion du droit de l'Union européenne constituant des prestations susceptibles de s'ajouter, sans remise en concurrence, aux prestations commandées de manière ferme dans le cadre du marché public et qui doivent être prévues dans le contrat initial.

Il peut s'agir :

- De tranches optionnelles (articles R2113-4 à R2113-6 du Code) ;
- De la reconduction du marché public (articles R. 2112-4 du Code) ;
- De marchés publics de travaux ou de services similaires (article R.2122-7 du Code) ;
- De certaines formes de clauses de réexamen

Au titre de la présente consultation, le marché :

- Ne comprend aucune tranche suivant article 4 du présent RC;
- Est reconductible suivant article 6 du RC et des dispositions du CCAP/CCTP 23-12 ;
- **Prévoit de passer des marchés de prestations similaires et une clause de réexamen en application de l'article 4-2 du CCAP et rappelés à l'article 6 du présent RC.**

Prestations similaires : par application des dispositions de l'article R. 2122-7 du code, il est précisé que le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de pouvoir attribuer des prestations similaires à celles découlant du marché public de travaux cité en objet, sous réserve toutefois que ces derniers soient conclus dans une durée maximale de trois ans à compter de la notification du marché public de travaux attribué par lot cité en objet du présent document.

Article 8. Visite des sites : facultative

Les candidats pourront visiter les lieux après **demande écrite** préalable et sur rendez-vous auprès de la direction des Travaux et des Services Techniques du CHU REUNION en formulant leur demande par mail au : sec.dtst.ghsr@chu-reunion.fr

Et en précisant en objet : demande de visite –AOO 23-12- « TRAVAUX BATIMENTS GHT CHU-GHER».

Le candidat devra prévoir un masque pour chaque visite.

Les visites pourront être communes à plusieurs entreprises.

Lors de la visite, les candidats ne pourront formuler de questions aux référents précités.

Les éventuelles questions devront être posées OBLIGATOIREMENT sur le profil d'acheteur de l'acheteur (cf. article 18 ci-après).

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 14 sur 34
-----------------	--	----------------

Du fait de la remise de son offre, le candidat atteste avoir une connaissance suffisante des lieux. Il ne peut, par conséquent, se prévaloir d'une modification des dispositions du présent marché en raison d'une méconnaissance du site.

La visite sur site donnera lieu à une attestation de visite (suivant modèle joint en annexe 1 au présent RC). Et devra être remis dans l'offre du candidat.

Article 9. Dossier de consultation

Le dossier de consultation mis gratuitement à la disposition des candidats via la plateforme <http://achats.chu-reunion.fr> comprend les documents suivants :

Document non contractuel :

- Le présent règlement de la consultation (RC) et ses annexes :

Annexe 1 incluse : attestation de visite des sites (à remettre en cas de visite / la visite étant facultative)

Annexe 2 (jointe) Mode opératoire accès « profil acheteur AWS »

Annexe 3 (jointe) Mode opératoire « CHORUS PRO »

Annexe 4 (jointe) Documents « sous-traitance » (à renseigner si recours à un ou plusieurs sous-traitant au stade de l'offre Attri 2, comme durant toute l'exécution du marché DC4)

Documents contractuels selon l'ordre de priorité décrite à l'article 3.1 du CCAP:

- **L'acte d'engagement par lot et ses annexes** suivant formulaire ATTRI 1 joint au DCE à renseigner par lot soumissionné :
 - Annexe 1 : Les prix unitaires tels qu'ils apparaissent dans le cadre annexe Bordereau des Prix unitaires (BPU-DPGF) par lot à renseigner par le candidat soumissionnaire pour chaque lot ;
 - Annexe 2 L'acte spécial de sous-traitance en cas de recours à la sous-traitance suivant formulaire DC4 joint au DCE ;
- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP 23-12)** commun aux 74 lots ;
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** commun aux 74 lots
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** spécifique à chaque lot **et les pièces communes à tous les lots et leurs annexes** (pièces techniques et graphiques et leurs annexes (plans, rapport et documents techniques) dont : ;
 - *Les annexes techniques propre à chaque sites CHU/GHER*
 - *Les plans des sites*
 - *La notice pour la constitution des DOE*
 - *Les documents de sécurité*
 - *Les contraintes d'exécution particulières en milieu occupé*
 - *Le cahier des prescriptions d'hygiène et de sécurité applicables aux entreprises extérieures.*
- **Les marchés à bons de commandes ultérieurs conclus sur la base de l'accord-cadre** composés des pièces suivantes :
 - *La proposition financière (offre/devis)*
 - *La proposition technique*
 - *Les bons de commandes ou ordre de service valant Acte d'Engagement*
 - *La lettre de consultation et ses annexes éventuelles le cas échéant ;*
- *La lettre de candidature réf DC1 suivant formulaire joint pré renseigné CHU au DCE*
- *La déclaration du candidat réf DC2 suivant formulaire joint pré renseigné CHU au DCE*
- *La déclaration de sous-traitance réf DC4 suivant formulaire joint pré renseigné CHU au DCE (pour tout sous-traitant déclaré après attribution en phase exécution du marché)*

- L'acte spécial portant signature de sous-traitance au stade de dépôt de l'offre réf. *Attri 2 suivant formulaire joint au DCE (pour tout sous-traitant déclaré au moment de l'offre)*
- Le cas échéant, les actes modificatifs du marché pendant la phase exécution passé en application des articles L.2194-1 et R.2194-1 à 10 du Code de la Commande publique pendant toute la durée d'exécution du marché.

Documents généraux non fournis au présent DCE (mais réputés être connus du candidat) :

- **Le Cahier des Clauses Administratives Générales (C.C.A.G) applicables aux marchés publics de Travaux approuvé par arrêté du 30/03/2021 – publié au JORF du 1^{er} avril 2021 modifié par arrêté du 30 septembre 2021 et en vigueur depuis le 8/10/2021 ;**
- **Le code de la commande publique en vigueur depuis le 1^{er}/04/2019 et ses textes modificatifs dans leur dernière version en vigueur au jour du lancement de la consultation**
- L'ensemble des normes françaises et DTU dans leur édition en vigueur à la date de consultation.
- Les Dispositions Règlementaires et Législatives, Normes Et Règlements techniques en vigueur dont la loi n°93-1418 du 31-12-1993 modifiant les dispositions du code du travail (art. I235-1 à I.235-19 devenus art. I4531-1 à I4532-18) applicable aux opérations de bâtiment ou de génie civil en vue d'assurer la sécurité et de protéger la santé des travailleurs
- L'ensemble des textes administratifs auxquels par sa nature est soumise l'opération

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation.

Ces modifications seront publiées sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur au plus tard 12 jours calendaires avant la date limite de réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Vous pouvez consulter les documents en ligne à l'adresse suivante : <http://achats.chu-reunion.fr>.

NB : Si les documents visés au présent article comprennent des spécifications techniques formulées par référence à des normes, il est précisé que pour chaque norme mentionnée l'équivalence est acceptée en application des articles L.2111-2, R2111-4 à 11 du Code de la Commande publique.

Le candidat n'a pas à faire de compléments ou de réserves au cahier des charges ; il est lié par son acte d'engagement lequel contient l'intégralité de pièces contractuelles du marché. Les originaux de l'acte d'engagement, le CCAP, le CCTP par lot et annexes conservés par le CHU REUNION font seule foi.

En cas de contradiction entre deux documents de même niveau, le plus récent l'emporte.

En cas de difficulté d'interprétation ou de contradiction entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistantes.

Le Prestataire convient d'exclure ses conditions générales dans le cadre de l'exécution du présent marché dont les clauses s'appliquent en totalité au détriment des conditions générales du prestataire qui sont réputées nulles et non avenues.

Si l'entreprise estime qu'il y a dans le dossier de consultation des omissions, erreurs ou non-conformités avec la réglementation en vigueur qui le conduisent à modifier ou à compléter les dispositions prévues dans ce dossier, il devra en tenir compte dans l'établissement de son prix. Cette modification s'accompagnera d'une note explicative séparée et annexée à son offre. Et dans ce cas, une mise au point des composantes du marché interviendra si nécessaire (ouv11) qui sera annexée à l'acte d'engagement entre le prestataire retenu et le GHSR avant tout début d'exécution notamment pour déterminer modifier ses erreurs purement matérielles, voir définir le calendrier d'exécution et de mise en œuvre des prestations.

Article 10. Délai de validité des offres

Le candidat reste lié par son offre pendant un délai de 200 jours calendaires, à compter de la date limite de présentation des offres.

- **Date butoir : 30/12/2024**

Article 11. Groupements d'opérateurs économiques

Le candidat peut se présenter seul ou en groupement d'entreprise conjoint ou solidaire.

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire. Le groupement devra détenir toutes les compétences attendues pour mener à bien la mission.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. **Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.**

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

En cas d'attribution du marché à un groupement conjoint d'entreprises, l'acheteur exige que le mandataire du groupement soit solidaire.

Article 12. Sous-traitance

La sous-traitance est autorisée. Elle est régie par les articles R. 2193-1 à R. 2193-22 du Code de la commande publique et par la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 relative à la sous-traitance. Néanmoins, au regard des articles L. 2193-1 à L. 2193-3 du Code de la commande publique, le titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du marché.

Le soumissionnaire présente dans son offre les sous-traitants dont l'intervention est envisagée, s'ils sont connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

(Cf. annexe 4 jointe documents sous traitance)

Si la déclaration de sous-traitance est réalisée après la notification du marché :

Dans le cas où la déclaration de sous-traitance intervient après la notification du marché public, le titulaire remet à l'acheteur contre récépissé ou lui adresse par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4) contenant les renseignements mentionnés à l'article R. 2193-1 du Code de la commande publique.

Le titulaire établit en outre qu'aucune cession ni aucun nantissement de créances résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant, en produisant, lorsque les dispositions du chapitre Ier du présent titre s'appliquent, soit l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité du marché qui lui a été délivré, soit une attestation ou une mainlevée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créances.

L'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement sont constatés par la signature de l'acte spécial de sous-traitance. Le silence de l'acheteur gardé pendant vingt-et-un jours à compter de la réception des documents mentionnés à l'article R. 2193-3 du Code de la commande publique vaut également acceptation du sous-traitant et agrément des conditions de paiement.

Article 13. Présentation du dossier de candidature

Dans le cadre de sa candidature, le candidat devra produire les documents ci-dessous listés.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier de candidature.

Le candidat peut présenter sa candidature sous forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des formulaires DC1 et DC2. En cas de groupement de commande, chacun des membres du groupement fournira un formulaire DUME complété.

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, telles que prévues aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4, R. 2143-3 et R. 2143-4 du Code :

a) Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2143-3 et R. 2143-6 à R. 2143-10 et du Code :

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 18 sur 34
-----------------	--	----------------

- Une lettre de candidature et désignation du mandataire par ses cotraitants complétés par une personne habilitée (imprimé DC 1 fourni dans le DCE ou téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>, ou contenu identique sur papier libre) ;
- Un justificatif prouvant l'habilitation à engager le candidat (pouvoirs etc...)
- Afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. » (décret n° 2021-631 du 21 mai 2021, art. 3).;
- Copie du/des jugements prononcé(s) si le candidat fait l'objet d'un redressement judiciaire

b) Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-6 à R. 2142-11 du Code :

- Une déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat et, le cas échéant, le chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché public, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles. Pour ce faire le candidat peut compléter une déclaration de l'opérateur économique au format imprimé DC 2 téléchargeable dans sa dernière version disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-candidat>, ou contenu identique sur papier libre)
- Une déclaration appropriée des banques ou, le cas échéant, la preuve d'une assurance des risques professionnels pertinents ;

c) Les renseignements concernant les capacités techniques et professionnelles de l'entreprise tels que prévus aux articles R. 2142-5, R. 2142-13 et R. 2142-14 du Code :

- Liste des prestations/travaux les plus significatives effectuées/réalisées au cours des trois à cinq dernières années, en lien avec l'objet du marché indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé.
- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- L'indication des titres d'études et professionnels du candidat ou des cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestation de services de même nature que celle du marché public (les CV) ;
- Les certificats et qualifications professionnelles établis par des organismes indépendants en rapport avec les prestations du marché et notamment les certificats listés dans l'annexe 01 au CCAP par lot .

En cas de sous-traitance : le candidat pourra notamment faire état des capacités d'un ou de plusieurs sous-traitants et justifier du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché par un engagement écrit des parties ou par le biais d'une déclaration de sous-traitance (cf. Formulaire DC 4 « déclaration de sous-traitance » dument complété et signé pour les parties) et devra être produite pour chaque sous-traitant les pièces réclamées ci-dessus.

En cas de groupement, chaque membre du groupement devra fournir les pièces ci-dessus, et le mandataire devra être habilité et désigné clairement par l'ensemble des contractants. Le mandataire devra préciser dans la DC1 ou la lettre de candidature la forme du groupement, la désignation du mandataire et produire les habilitations nécessaires pour représenter les candidats membres du groupement.

En application de l'article R2143-13, les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents listés ci-dessous si le pouvoir adjudicateur peut les obtenir directement par le biais :

1° D'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel à condition que l'accès à celui-ci soit gratuit et, le cas échéant, que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation ;

2° D'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à sa consultation et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

Transmission de la candidature avec le document Unique de Marché Européen (DUME) :

Conformément à l'article R2143-4 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur accepte que le candidat présente sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen établi conformément au modèle fixé par le règlement de la Commission européenne établissant le formulaire type pour le document unique de marché européen susvisé, en lieu et place de la déclaration sur l'honneur et des renseignements mentionnés aux articles R2142-3, R2142-4 et R2143-3 du code de la commande publique.

Le DUME doit être transmis par voie électronique (eDUME).

Marche à suivre pour compléter le DUME :

- Rendez-vous sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>
- Cliquez sur le bouton « entreprise »
- Cliquez sur « Créer un DUME »
- Complétez votre identifiant et votre pays et cliquez sur suivant.
- Parcourez le formulaire et répondez aux questions des différentes parties.
- Le pouvoir adjudicateur autorise le candidat à déclarer qu'il satisfait aux conditions de participation, sans fournir d'informations particulières sur celles-ci en application de l'article R2143-4 du code de la commande publique. Dès lors, à la question « **Je souhaite remplir les critères de sélection tels que mentionnés dans les documents de la consultation** » répondez « non ».
- Si vous satisfaites à l'ensemble des critères de sélection, cochez la case correspondante.
- Après avoir complété l'entièreté du formulaire, cliquez sur 'Aperçu' pour visualiser le formulaire. Ensuite, cliquez sur « finaliser ». Vous pourrez exporter le DUME en format PDF ou XML.

Les opérateurs économiques peuvent réutiliser un DUME qui a déjà été utilisé dans une procédure antérieure, à condition qu'ils confirment que les informations qui y figurent sont toujours valables.

Les candidats devront donc fournir à l'appui du Document Unique de Marché Européen, les certificats des capacités économiques, financières et techniques mentionnés ci-dessus.

Article 14. Présentation du dossier d'offre

Dans le cadre de son offre, le candidat devra produire les documents suivants.

Si ceux-ci ne sont pas remis en français, une traduction des documents devra être jointe au dossier d'offre.

N°	Description
1	<p>L'acte d'engagement au format Word (AE sur la base formulaire Attri 1 joint au DCE) <u>Renseigner un document AE distinct (par lot soumissionné)</u></p> <p>Le document doit être dûment rempli, daté par la personne habilitée à engager la société. Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché public sera tenu de signer l'acte d'engagement. Toutefois, le candidat peut choisir de le signer dès le dépôt de sa candidature ou de son offre.</p>
2	<p>Le BPU-Bordereau de prix unitaire au format Excel CDPGF (annexe 1 à l'AE) dont l'ensemble des postes est obligatoirement complété par lot soumissionné</p> <p>Les annexes financières doivent être dûment remplies par la personne habilitée à engager la société. Les documents joints au dossier de consultation seront obligatoirement utilisés. Les prix doivent toujours être exprimés en euro.</p>
3	<p>Un mémoire/dossier technique détaillé dans lequel seront présentés (sur la base des critères de choix techniques détaillés ci-dessous à l'article 15-2-2) :</p> <ul style="list-style-type: none">○ Chapitre 1 - Réponse au sous-critère n°1 – Note de 10 pages maximum<ul style="list-style-type: none">a) Processus, contrôles internes et externes dans l'hypothèse de travaux réalisés dans des environnements amiantés et plombés ;b) Organisation mise en place pour minimiser la gêne et garantir la sécurité des usagers du site et du personnel de l'entreprise ;○ Chapitre 2 – Réponse au sous-critère n°2 – Note de 15 pages maximum<ul style="list-style-type: none">a) Modes opératoires définis pour la préparation le suivi, l'exécution des travaux et la gestion des dysfonctionnements;b) Expérience et expertise des équipes constituées sur ce type de chantier et dans des environnements similaires milieu hospitalier ;c) Organisation en cas de travaux urgents commandés simultanément sur le même secteur géographique ;d) Processus internes en matière d'approvisionnement des matériaux de nature à permettre l'exécution des travaux (stocks tampons internes...);e) Processus internes permettant d'optimiser et garantir la qualité des travaux <p>Cette note sera accompagnée des CV proposés pour l'exécution de la mission. Le nombre de pages des CV n'est pas décompté dans les pages de la note précitée.</p>
4	Le relevé d'identité bancaire (RIB)
5	L'attestation de visite de sites CHU le cas échéant délivrée par la Direction des Travaux et Services Techniques si la visite a été effectuée par le candidat. (en annexe 1 au présent RC).
6	Les déclarations de sous-traitances nécessaires le cas échéant (DC4, Attri 2 et attestation RGDP)
7	Tout autre document que le candidat jugera utile à l'appréciation de son offre

Les pièces 1, 2, 3 sont obligatoires.

Leur absence entraînera nécessairement le rejet de l'offre du candidat, pour motif d'offre irrégulière (non-

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 21 sur 34
-----------------	--	----------------

conformité) sauf recours à la régularisation quand cela est possible le cas échéant au sens des articles L.2152-1, R.2152-1 et 2 du Code de la Commande Publique.

Il en sera de même pour toutes les modifications des pièces contractuelles à l'initiative du candidat (dont précisément l'acte d'engagement et annexes financière BPU-DQE qui sont à compléter en l'état intégralement (sans rajouts ou suppression de lignes) auquel cas contraire l'offre du candidat sera automatiquement éliminée pour motifs d'offres irrégulières. (Le candidat fera part de ses observations et réserves dans un document annexe le cas échéant)

En cas de contradiction entre différentes clauses applicables, même s'il s'agit des clauses d'un même document contractuel, c'est toujours la clause dont l'interprétation est la plus favorable à l'acheteur public qui sera appliquée.

En outre, pour chaque cotraitant présenté dans l'offre en cas de groupement d'entreprises, le candidat devra joindre, en plus de l'annexe :

- Les capacités professionnelles et financières du cotraitant ;
- Une déclaration du cotraitant indiquant qu'il ne tombe pas sous le coup d'une interdiction prévue à l'article R2193-1 alinéa 2 du Code de la commande publique.

⇒ **Documents justificatifs à fournir par le candidat susceptible d'être retenu**

En outre, conformément à l'article R.2144-4 du Code de la commande publique, il sera demandé **uniquement à l'attributaire pressenti** les justificatifs prouvant qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner (Articles R.2143-6 à R.2143-10 du Code de la commande publique) et qui sont les suivants :

- Les **certificats fiscaux et sociaux** délivrés par les administrations et organismes compétents.
Le candidat établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.
- Le cas échéant les documents ou attestations figurant aux articles **R.1263-12, D.8222-5** ou D.8222-7 et D.8222-8 ou D.8254-2 à D.8254-5 du Code du travail ; ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché ;
- Un justificatif prouvant l'habilitation à engager le candidat (pouvoirs etc... : afin de prouver qu'il ne se trouve pas dans un des cas d'exclusion mentionné à l'article L. 2141-3, le candidat produit son numéro unique d'identification permettant à l'acheteur d'accéder aux informations pertinentes par le biais d'un système électronique mentionné au 1° de l'article R. 2143-13 ou, s'il est étranger, produit un document délivré par l'autorité judiciaire ou administrative compétente de son pays d'origine ou d'établissement, attestant de l'absence de cas d'exclusion. » (Décret n° 2021-631 du 21 mai 2021, art. 3).
- Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des **jugements prononcés**.

N.B : Ces derniers justificatifs peuvent être déposés et mis à jour directement et gratuitement dans le coffre-fort prévu à cet effet sur la plateforme sécurisée sous réserve de l'inscription du candidat.

Le candidat peut également, s'il le souhaite, fournir directement les certificats fiscaux et sociaux à jour ainsi que ses attestations d'assurance en cours de validité pour la durée du contrat. Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Il n'est pas nécessaire au candidat de retourner le(s) document(s) du contrat suivant(s). Toutefois par le seul fait qu'il soumissionne, le candidat reconnaît avoir pris connaissance de la totalité des pièces du contrat ci-dessous et en accepte les termes :

- **Le Cahier des Clauses Administratives Particulières (C.C.A.P n°23-12) commun à l'ensemble des lots et ses annexes à accepter sans aucune modification**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) commun à l'ensemble des lots et ses annexes à accepter sans aucune modification**
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P) spécifique au lot soumissionné et ses annexes**

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents et renseignements que le pouvoir adjudicateur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations, administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que le candidat mentionne dans le dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système et que l'accès soit gratuit.

- *Pour permettre d'apprécier de manière optimale les capacités techniques et professionnelles, l'opérateur économique devra apporter au CHU DE LA REUNION, par tout moyen de preuve acceptable, la garantie qu'il possède les ressources humaines et techniques et l'expérience nécessaires pour exécuter le marché public en assurant un niveau de qualité approprié.*
- Pour justifier de ses capacités, le candidat, même s'il s'agit d'un groupement, peut également demander que soient prises en compte **les capacités d'autres opérateurs économiques**, quelle que soit la nature juridique des liens existant entre les opérateurs et lui. Dans ce cas, il devra justifier des capacités de ce ou ces opérateurs économiques (en produisant les mêmes documents concernant le(s) opérateur(s) économique(s) que ceux exigés des candidats par l'acheteur public) et du fait qu'il en dispose pour l'exécution du marché public (engagement écrit de l'opérateur économique), et ce dès le dépôt de sa candidature.
- **En cas de groupement et/ou cotraitance : l'ensemble des cotraitants fournira obligatoirement l'intégralité des pièces demandées énumérées ci-dessus.**
- Pour les candidats qui sont dans **l'impossibilité de produire les références demandées** (création récente par exemple), ils peuvent justifier de leurs capacités par d'autres moyens et notamment sur la présentation de titres ou de l'expérience professionnelle du ou de leurs responsables.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande publique, avant de procéder à l'examen des candidatures, si le pouvoir adjudicateur constate que certaines des pièces visées ci-dessus sont manquantes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou compléter ces pièces **dans un délai maximum de 7 jours calendaires.** Les autres candidats qui ont la possibilité de compléter leur candidature, en seront informés dans le même délai.

A défaut de production de ces pièces dans le délai imparti, le pouvoir adjudicateur rejetera les candidatures.

Dans le cas où le candidat ne produit pas le formulaire DC1, il devra OBLIGATOIREMENT produire une déclaration sur l'honneur, dûment datée et signée, pour justifier qu'il respecte les dispositions énoncées à l'article R.2143-6 à 10 du Code de la Commande publique.

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 23 sur 34
-----------------	--	----------------

Le candidat peut également, s'il le souhaite, fournir directement les certificats fiscaux et sociaux à jour au 31-12-2023 ainsi que ses attestations d'assurance annuelles en cours de validité pour la durée du contrat. Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Pour les entreprises et sociétés nouvellement créées, les candidats pourront fournir, comme « preuve par équivalence », tous les éléments susceptibles de permettre d'apprécier leurs moyens (humains, techniques, financiers) pour assurer les prestations dont déclaration appropriée de banque.

Le pouvoir adjudicateur appréciera le caractère suffisant ou non des documents présentés.

Un service de dépôt spécifique sur la plateforme permet normalement au soumissionnaire de déposer en ligne son RIB, son KBIS, ses attestations d'assurance, sa liste nominative des travailleurs étrangers, son attestation de régularité fiscale et son attestation semestrielle sociale dans un coffre-fort sécurisé. L'ensemble des acheteurs utilisateurs de la plateforme auront accès à ces informations.

L'ensemble de ces services est à la disposition du soumissionnaire.

Article 15. Critères d'attribution et choix des candidatures et des offres

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

15-1 Critères de jugement des candidatures

Les critères intervenant pour la sélection des candidatures, en vertu Conformément aux articles L.2143-3 et suivants du Code de la Commande Publique, sont :

- **Aptitude à exercer l'activité professionnelle**
- **Capacité économique et financière**
- **Capacités techniques et professionnelles**

Les candidatures complètes seront évaluées au regard de la capacité financière, technique et professionnelle du candidat (Au vu des éléments demandés à l'article 5.1.1.supra). Notamment, il sera apprécié le caractère probant des garanties professionnelles présentées ainsi que la correspondance entre les moyens (financiers, humains, matériels) du candidat et les besoins exprimés dans le cahier des charges.

Il est précisé que ces critères sont illustrés de la manière suivante :

La démonstration d'une expérience suffisante pour prendre en charge et exécuter un marché de cette nature, avec la complexité qu'il implique tout en garantissant la continuité du service public ;

La démonstration de références comparables à ce niveau de complexité, à ce niveau technique, pour des acheteurs publics de taille et aux besoins comparables, au niveau local ou, à défaut, au niveau national.

Pour l'appréciation des capacités d'un candidat, il pourra être tenu compte, notamment, des difficultés rencontrées par celui-ci pour exécuter un précédent marché, conformément à la jurisprudence du Conseil d'Etat, n° 324153, du 10 juin 2009 « Région Lorraine ».

Rappel :

- **Interdictions de soumissionner :**

En complément des cas d'interdiction de soumissionner obligatoire prévue par les articles L.2141-1 à 6 de l'Ordonnance n°2018-174 du 26 novembre 2018 portant partie législative du Code de la Commande Publique,

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 24 sur 34
-----------------	--	----------------

complété par les articles R.2144-1 à 7 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du Code de la Commande Publique, **sont expressément exclu de participation à la présente consultation (rejet automatique au stade de la candidature) tous les candidats qui se trouvent dans les cas d'exclusions prévus aux articles L.2141-7 à 14 du Code de la commande publique dont principalement :**

1. Les personnes qui, au cours des trois années précédentes, ont dû verser des dommages et intérêts, ont été sanctionnées par une résiliation ou ont fait l'objet d'une sanction comparable du fait d'un manquement grave ou persistant à leurs obligations contractuelles lors de l'exécution d'un contrat de concession, accord-cadre ou marché public antérieurs;
2. Les personnes qui ont entrepris d'influer indûment sur le processus décisionnel de l'acheteur ou d'obtenir des informations confidentielles susceptibles de leur donner un avantage indu lors de la procédure de passation du marché public, ou ont fourni des informations trompeuses susceptibles d'avoir une influence déterminante sur les décisions d'exclusion, de sélection ou d'attribution;
3. Les personnes qui, par leur participation préalable directe ou indirecte à la préparation de la procédure de passation du marché public, ont eu accès à des informations susceptibles de créer une distorsion de concurrence par rapport aux autres candidats, lorsqu'il ne peut être remédié à cette situation par d'autres moyens;
4. Les personnes à l'égard desquelles l'acheteur dispose d'éléments suffisamment probants ou constituant un faisceau d'indices graves, sérieux et concordants pour en déduire qu'elles ont conclu une entente avec d'autres opérateurs économiques en vue de fausser la concurrence;
5. Les personnes qui, par leur candidature, créent une situation de conflit d'intérêts, lorsqu'il ne peut y être remédié par d'autres moyens. Constitue une situation de conflit d'intérêts toute situation dans laquelle une personne qui participe au déroulement de la procédure de passation du marché public ou est susceptible d'en influencer l'issue a, directement ou indirectement, un intérêt financier, économique ou tout autre intérêt personnel qui pourrait compromettre son impartialité ou son indépendance dans le cadre de la procédure de passation du marché public.

15-2 Jugement des offres :

15-2-1 Admissibilité des offres :

Offres irrégulière, inappropriée ou inacceptable :

Toute offre identifiée comme inappropriée, irrégulière ou inacceptable par le Représentant du Pouvoir Adjudicateur (RPA) au sens des articles L.2152-1 et R.2152-1 et suivants du Code de la Commande Publique, ne sera ni analysée, ni classée.

Seront considérées comme :

- Offre inappropriée : l'offre sans rapport avec le besoin du Pouvoir Adjudicateur **(article L.2152-4 du Code de la Commande Publique)**
- Offre irrégulière : l'offre incomplète et/ou offre qui ne respecte pas les exigences fixées dans l'AAPC et/ou le DCE. **(Article L.2152-2 du Code de la Commande Publique)**
- Offre inacceptable : l'offre dont les conditions d'exécution méconnaissent la législation en vigueur et offre dépassant les crédits budgétaires alloués au marché. **(Article L.2152-3 du Code de la Commande Publique)**

S'agissant d'une procédure d'appel d'offres :

1. Régularisation des offres irrégulières possible :

En application de l'article R.2152-2 du Code de la Commande publique, le CHU REUNION se réserve la possibilité de demander aux candidats ayant remis une offre irrégulière (au sens de l'article L.2152-2 du Code de la Commande publique précité), de régulariser leur offre, à la condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra être régularisée à l'initiative du Pouvoir adjudicateur dans un délai approprié dans les conditions prévues à l'article R.2152-1 du Code de la commande publique. Celui-ci se réserve également la possibilité de ne pas opérer de régularisation des offres irrégulières.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

2. Elimination automatique de toutes les offres inappropriées ou inacceptable :

Toute offre inappropriée (au sens de l'article L.2152-4 du Code de la Commande publique précité), est éliminée. Toute offre inacceptable (au sens de l'article L.2152-3 du Code de la Commande publique précité), est éliminée.

Offres anormalement basses

Conformément aux articles L.2152-5 et 6 du Code de la Commande Publique, toute offre paraissant anormalement basse fera l'objet d'une demande écrite de précisions assortie d'un délai impératif de réponse.

Après vérification des justificatifs fournis par le candidat concerné, l'offre sera soit maintenue dans l'analyse des offres, soit rejetée par décision motivée.

Sera qualifié d'offre anormalement basse l'offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché et pour laquelle le candidat n'a pas été en mesure de justifier ses prix suite à une demande formulée par le Pouvoir Adjudicateur.

Seront toutefois rejetées automatiquement (régularisation impossible) les offres suivantes après examen de la recevabilité des pièces remises:

- Absence d'offre financière (absence de cadre financier BPU dument renseigné)
- Offre sans mémoire technique

15-2-2 Critères de choix des offres

Le jugement des offres sera effectué dans les conditions prévues aux articles L.2152-1 à L.2152-4, R. 2152-1 et R. 2152-2 du code et donnera lieu à un classement des offres.

L'attention des candidatures est attirée sur le fait que toute offre irrégulière pourra être régularisée. En revanche, toute offre inappropriée sera éliminée.

La régularisation d'une offre pourra avoir lieu à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse. Il est bien précisé que la régularisation n'est qu'une simple faculté du pouvoir adjudicateur et en aucun cas une obligation.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

Critères et sous-critères	Pondération des critères et sous-critères /100
Critère N1- « prix des prestations » : <ul style="list-style-type: none">– Sous-critère n°1 « Montant du devis quantitatif estimatif » - chantier masqué ;– Sous-critère n°2 « Montant du tarif horaire pour les travaux commandés hors bordereau de prix de l'accord-cadre »– Sous-critère n°3 « Montant du forfait conjuguant le coût du transport des matériaux et équipements ainsi que la marge du titulaire pour les travaux commandés hors bordereau de prix de l'accord-cadre » L'examen du critère se fera au regard du bordereau des prix unitaires (BPU) et DQE représentatif chantier masqué	60 40 10 10
Critère N2- « valeur technique de l'offre » : <ul style="list-style-type: none">– Sous-critère 1 « Mesures prises pour assurer la sécurité du personnel de l'hôpital et du personnel de l'entreprise sur le site ainsi que des usagers et patients lors des travaux ainsi que lors de l'approvisionnement des matériaux et l'évacuation des déchets et gravois, en minimisant la gêne des occupants du bâtiment »– Sous-critère 2 « Modes opératoires proposés pour la préparation et l'exécution et permettant de garantir l'exécution dans les délais des travaux classés comme « urgents » ; L'examen du critère se fera au regard du mémoire technique remis dans l'offre.	40 20 20

Chaque candidat se verra attribuer une note globale sur 100.

NB : En cas de non renseignement de l'ensemble des sous-critères de la valeur technique, l'offre sera éliminée car équivaudra à l'absence de remise d'un mémoire technique.

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Négociation : Interdite conformément à l'article R.2161-5 du code de la commande publique : « L'acheteur ne peut négocier avec les soumissionnaires. Il lui est seulement possible de leur demander de préciser la teneur de leur offre ».

Demandes de précisions sur la teneur des offres : en application éventuelle de l'article R2161-5 du Code, le pouvoir adjudicateur peut demander aux candidats de préciser la teneur de leur offre à savoir des clarifications ou des précisions concernant les offres déposées. Ces précisions, clarifications ou compléments ne peuvent avoir pour effet de modifier des éléments fondamentaux de l'offre ou des caractéristiques essentielles du marché.

Par « préciser » ou « clarifier », on entend communiquer des détails permettant de décrire plus clairement l'offre ou de l'expliquer avec une plus grande exactitude. Par « compléter », on entend apporter des indications qui n'étaient pas disponibles auparavant.

Dans tous les cas, il s'agit de concrétiser les informations fournies initialement. Une telle demande ne peut aboutir qu'à des rectifications minimales, des erreurs matérielles par exemple, n'emportant pas de conséquence sur l'offre globale et ne modifiant pas de façon substantielle l'offre initiale.

Une réponse hors du délai imparti ou l'absence de réponse du candidat rend l'offre irrégulière pour ce motif, le silence du candidat ne permettant pas l'appréhension de la teneur de son offre, rendant cette dernière indéterminée et la comparaison avec les offres des concurrents et l'analyse étant dès lors impossibles ; si le candidat modifie des caractéristiques substantielles de son offre et ne peut la maintenir, celle-ci est déclarée inappropriée. Le candidat peut néanmoins rectifier une erreur purement matérielle, sans risquer l'élimination de son offre, à la condition que cette erreur soit d'une nature telle qu'il ne pourrait s'en prévaloir de bonne foi, dans l'hypothèse où le candidat verrait son offre retenue.

L'offre économiquement la plus avantageuse sera l'offre qui présentera la note globale la plus élevée.

La note globale (**N**) est ainsi calculée : **$N = N1 \times 60\% + N2 \times 40\%$**

La somme des critères de jugement des offres permettra d'effectuer un classement par ordre décroissant des candidats. Le candidat ayant obtenu le maximum de points sera classé premier. L'offre économiquement la plus avantageuse sera l'offre qui présentera la note globale la plus élevée.

DECLARATION SANS SUITE

Le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de ne pas donner suite à la consultation pour des motifs d'intérêt général.

La déclaration sans suite peut intervenir à tout moment de la procédure jusqu'à la signature du marché, et ce sans délai, même si ce dernier a été attribué.

Le candidat retenu, quand bien même le contrat lui est attribué, ne peut prétendre à aucune indemnité compensatoire en raison de l'absence de droit acquis à la signature du contrat.

Article 16. Attribution du marché

L'offre la mieux classée sera donc retenue à titre provisoire en attendant que le candidat retenu produise les documents visés aux articles R.2143-6, -7 -8 et suivants du Code de la Commande Publique, à moins que ces documents n'aient été joints en même temps que les pièces demandées au titre de la candidature comme évoqué à l'article 5 du présent règlement.

Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

En cas d'absence de candidature ou d'offre déposée dans les délais prescrits, le pouvoir adjudicateur, en application des dispositions de l'article R.2122-2 du Code de la Commande publique précité, se réserve la possibilité de négocier sans publicité préalable et sans mise en concurrence avec un ou plusieurs opérateur(s) économique(s).

Le candidat auquel il est envisagé d'attribuer le marché devra produire précisément, dans le délai imparti, les pièces administratives aux articles R.2143-6, -7, -8 et suivants du Code de la Commande Publique et dans le Code du Travail, à savoir :

- **L'acte d'engagement dûment rempli, daté et signé par la personne habilitée à engager la société.**
- **les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail (puis tous les six mois durant la période d'exécution du contrat) ;**
- **les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales ou documents équivalents en cas de**

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 28 sur 34
-----------------	--	----------------

candidat étranger ;

- dans le cadre de la lutte contre le travail dissimulé, le cas échéant, la liste nominative des salariés étrangers qui seraient susceptibles d'être employés (articles D. 8254-2 à D. 8254-5 du Code du Travail) ;
- les attestations d'assurance décennale (uniquement pour les marchés publics de travaux hormis ceux mentionnés à l'article L. 243-1-1 du Code des assurances) (article L. 241-1 alinéa 2 du Code des assurances) ;
- les attestations d'assurance éventuelles demandées au titre de l'article R.2142-12 du Code de la Commande publique (cf. article 5.1 du présent règlement de consultation);
- en application des dispositions de l'article R.2143-10 du Code de la Commande publique, lorsque les autorités compétentes du pays d'origine ou d'établissement du candidat ne délivrent pas les documents justificatifs équivalents à ceux mentionnés aux articles R.2143-6 à 9 du Code précité, ou lorsque ceux-ci ne mentionnent pas tous les cas d'interdiction de soumissionner, ils peuvent être remplacés par une déclaration sous serment ou, dans les pays où une telle procédure n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant une autorité judiciaire ou administrative, un notaire ou un organisme professionnel qualifié de son pays d'origine ou d'établissement.
- si le candidat est établi dans un Etat autre que la France, dans le cadre d'un détachement éventuel d'un ou plusieurs salariés, et ce, à chaque détachement de salarié(s), une copie de la déclaration de détachement transmise à la Direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi (DIRECCTE) et une copie du document désignant mon représentant en France (article R. 1263-12 du Code du travail).

Si vous êtes désigné attributaire, vous devrez produire les attestations et certificats fiscaux et sociaux [à jour au 31/12/2023](#) avant la signature et la notification du contrat ; vous pouvez également télécharger une attestation de mise à jour de vos attestations :

- sociales sur les sites www.urssaf.fr, www.rsi.fr, www.msa.fr
- fiscales sur le site www.impots.gouv.fr.

En cas de non réception des pièces demandées dans les délais impartis, le pouvoir adjudicateur prononcera l'élimination de ce candidat et présentera alors la même demande au candidat suivant dans l'ordre du classement des offres.

Le candidat peut également déposer la copie des certificats fiscaux et sociaux à jour, sur son profil fournisseur sur le site <http://achats.chu-reunion.fr>.

Le pouvoir adjudicateur s'assurera de l'authenticité de ces attestations, auprès de l'organisme de recouvrement des cotisations de sécurité sociale.

Si le soumissionnaire n'a pas fourni ces documents et dans le cas où il est envisagé de lui attribuer le marché public, conformément à l'arrêté du 22 mars 2019¹, il est demandé à l'entreprise ou à l'ensemble des membres du groupement de produire les documents cités ci-dessus.

Au cas où ces documents ne parviennent pas au CHU dans les délais impartis, la même demande est faite au candidat classé n°2 et le candidat classé n°1 est éliminé (article R2144-7 du Code).

Dès réception de ces documents ou équivalents, l'ensemble des soumissionnaires non retenus est informé par courrier.

¹ Arrêté du 22 mars 2019 fixant la liste des impôts, taxes, contributions ou cotisations sociales donnant lieu à la délivrance de certificats pour l'attribution des contrats de la commande publique

Après signature du marché public, le soumissionnaire retenu reçoit par envoi électronique une copie de l'acte d'engagement signée du représentant légal du CHU de La Réunion. En signant l'acte d'engagement, le soumissionnaire consent formellement aux clauses du marché (documents constitutifs du marché, mais également son offre).

Après signature du marché public, en cas d'inexactitude des documents ci-dessus et de ceux fournis au titre de la candidature, il est fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le CCAP.

Article 17. Envoi des propositions

Les plis déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai.

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au : **CF.PAGE DE GARDE RC**

Ce délai peut être prolongé dans les conditions fixées à l'article R. 2151-4 du code de la commande publique:

- Lorsqu'un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de la candidature et l'offre, demandé en temps utile par l'opérateur économique, n'est pas fourni dans les délais prévus à l'article R. 2132-6 du Code de la commande publique ;
- Lorsque des modifications importantes sont apportées aux documents de la consultation. La durée de la prolongation est proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Les plis (offres) déposés postérieurement à la date et heure limites seront considérés comme étant hors délai les offres reçues hors délais sont éliminées, et ceci, dans l'éventualité même d'un dépassement de quelques secondes de la date limite de remise des offres au moment du dépôt sur la plateforme, laquelle rejette automatiquement le pli reçu (attestation de plis hors délai faisant foi)

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

Transmission par voie électronique

Conformément aux articles R.2132-7 et R.2132-8 du Code de la commande publique, les candidats devront **obligatoirement** transmettre leurs propositions de manière électronique.

REMARQUE PREALABLE :

Les communications et les échanges d'informations avec les candidats seront réalisés par voie électronique. A cette fin, chaque candidat mentionnera de manière précise une adresse mail de référence (l'utilisation d'une **adresse mail générique** plutôt que personnelle est vivement recommandée).

Les candidats devront tenir compte des indications suivantes, afin de garantir au mieux le bon déroulement de cette procédure dématérialisée.

La plate-forme de dématérialisation à utiliser pour la remise des offres est la suivante : <http://achats.chu-reunion.fr>

La liste des formats de fichiers acceptés est la suivante :

- Portable Document Format (Adobe .PDF),
- Rich Text Format (.RTF),
- Compressés (exemples d'extensions : .zip, .rar),
- Applications bureautiques (exemples d'extensions : .doc, .xls, .pwt, .pub, .mdb),
- Multimédias (exemples d'extensions : gif, jpg, .png).

Les documents nécessitant une signature, transmis par voie dématérialisée, sont de préférence signés individuellement par le candidat au moyen d'un certificat de signature électronique conforme au format XAdES, CAdES ou PAdES. Les certificats de type RGS peuvent encore être utilisés après le 1er octobre 2018 pour le temps de leur validité.

Le cas échéant, les documents transmis par voie électronique pourront être rematérialisés après l'ouverture des plis pour signature. Les candidats sont informés que les pièces non signées électroniquement pourront être rematérialisées et signées manuscritement après l'attribution. Dans cette hypothèse, l'attributaire désigné s'engage à signer l'acte d'engagement et toutes autres pièces éventuelles conformément à l'offre remise ou négociée.

Les frais d'accès au réseau et de recours à la signature électronique sont à la charge de chaque candidat.

Les conditions générales d'utilisation de la plateforme de dématérialisation sont consultables à l'adresse suivante :

<http://www.marches-publics.info/kiosque/conditions-generales.pdf>

Il est vivement conseillé de prendre connaissance des éléments y afférent, notamment en ce qui concerne les modalités de signature électronique et des copies de sauvegarde.

Informations :

- La signature d'un dossier zippé ne vaut pas signature des documents qui le composent.
- La plateforme n'autorise qu'un seul dépôt d'offre par candidat. Par conséquent, toutes les offres du candidat (base, variante(s) le cas échéant) seront déposées dans un seul pli.
- Tout nouveau dépôt remplace les dépôts précédents.

Remarque : le nommage des fichiers et des répertoires ne devra pas excéder 50 caractères, il ne pourra pas y avoir plus de 1 niveau de sous répertoire.

Copie de sauvegarde

Il est rappelé que le candidat peut, s'il le souhaite, remettre, dans une enveloppe fermée, une copie de sauvegarde de sa candidature et de son offre sur support papier ou sur un support électronique (clé USB ou CD ROM). L'enveloppe contenant la copie de sauvegarde devra comporter la mention « copie de sauvegarde – référence et intitulé de l'affaire » et devra être transmise dans les mêmes conditions de forme que l'offre électronique et impérativement avant l'expiration du délai de remise des offres à l'adresse suivante :

CHU de la Réunion – SITE SUD- GHSR
Direction des Travaux et des Services Techniques

BP 350 - 97448 SAINT-PIERRE CEDEX

Tél : 02.62.35.90.45 – Fax : 02.62.35.90.35

Courriel : sec.dtst.ghsr@chu-reunion.fr

Portail de dématérialisation des achats : <http://achats.chu-reunion.fr>

(Horaires d'ouverture du secrétariat : du lundi au vendredi de 8h30 à 15h00)

Elle portera, outre le nom et l'adresse du candidat, les mentions suivantes :

« AOO N° 23-12 – AC TRAVAU BATIMENTS GHT CHU-GHER »

Cette copie de sauvegarde ne sera ouverte que si :

- un programme informatique malveillant est détecté dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 31 sur 34
-----------------	--	----------------

- une candidature ou une offre électronique est reçue de façon incomplète, hors délais ou n'a pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencée avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.
- En cas d'offre dématérialisée n'ayant pu être ouverte. Si le pouvoir adjudicateur impose la remise des candidatures et des offres signées, la copie de sauvegarde devra également être signée par le candidat. Le pli contenant la copie de sauvegarde sera détruit par le pouvoir adjudicateur s'il n'est pas ouvert.

Faute de respecter ces dispositions, la copie de sauvegarde sera rejetée et ne pourra pas être examinée en cas de défaillance dans la transmission de la candidature ou de l'offre électronique.

NB : Il est rappelé aux candidats sur la transmission des offres / copie de sauvegarde dans les délais impartis que « le cachet de la poste » ne fait pas foi en matière de contrats administratifs ayant pour objet l'exécution de travaux, la livraison de fournitures ou la prestation de services, avec une contrepartie économique constituée par un prix (article L.112-1 du code des relations entre le public et l'administration) : il est impératif de respecter le délai indiqué auquel cas contraire l'offre sera rejetée automatiquement.

Aucun format électronique n'est préconisé pour la transmission des documents. Les fichiers devront être transmis dans des formats largement disponibles.

Cependant, le soumissionnaire devra transmettre les fichiers relatifs au prix :

- Un exemplaire LISIBLE en version EXCEL
- Un exemplaire LISIBLE en version PDF

Il faut impérativement respecter les modèles de fichiers joints :

- sans suppression ou ajout de ligne,
- sans modification du tableau,
- Des colonnes peuvent être ajoutées à la fin du tableau mais pas insérées

Signature de l'offre

Conformément à la nouvelle réglementation applicable aux marchés publics, la signature de l'offre qu'elle soit manuscrite ou électronique est possible mais n'est pas obligatoire au stade du dépôt des plis. Seul le candidat informé que son offre est retenue est tenu de la signer après choix : l'acte d'engagement sera transmis à cet effet au candidat déclaré attributaire pour signature avant notification officielle. Il est rappelé que la signature manuscrite scannée n'a aucune valeur juridique.

Les documents transmis par voie électronique ou sur support physique électronique seront « rematérialisés » après l'ouverture des plis.

Les soumissionnaires sont informés que l'attribution pourra donner lieu à la signature manuscrite du marché public sous format papier par le candidat qui sera déclaré attributaire (le CHU ne disposant pas au jour du lancement de la consultation du dispositif de signature électronique – processus de dématérialisation complète en cours de mise en œuvre).

Le candidat devra obligatoirement remettre au CHU les originaux signés par voie postale ou remise en main propre (la signature manuscrite scannée n'ayant aucune valeur juridique).

En revanche la signature électronique de l'acte d'engagement par le prestataire sera également signé électroniquement par le directeur du CHU habilité avant notification officielle.

Article 18. NOTIFICATION DES RÉSULTATS

Les candidats dont l'offre n'a pas été retenue seront informés par courrier électronique avec accusé réception du rejet de celle-ci.

À tout moment, l'acheteur pourra ne pas donner suite à la procédure conformément à l'article R2185-1 du Code de la commande publique.

Il est possible de procéder à une mise au point du marché avant sa signature.

Le candidat retenu ne bénéficiera de la qualité de titulaire qu'à compter de la réception de la notification du marché par courrier électronique avec accusé réception (laquelle consiste en l'envoi d'une copie du marché signé).

Conformément à l'article R.2182-1 du CCP, un délai minimal de onze jours est respecté entre la date d'envoi de la notification électronique de rejet aux soumissionnaire évincés et la date de signature des marchés par le Pouvoir adjudicateur.

Article 19. Demande de renseignements complémentaires

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande par l'intermédiaire du profil d'acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse suivante : <http://achats.chu-reunion.fr/>.

Les renseignements complémentaires sur les documents de la consultation seront envoyés aux opérateurs économiques **6 jours calendaires au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres**, pour autant qu'ils en aient fait la demande au plus tard **8 jours calendaires** avant la date limite fixée pour la réception des offres.

Le CHU se réserve la possibilité de ne pas répondre aux questions hors délais, soit toutes demandes qui seraient émises dans un délai de moins de 8 jours avant la date limite de remise des offres.

Si un complément d'informations, nécessaire à l'élaboration de l'offre n'est pas fourni dans les délais prévus ci-dessus, ou si des modifications importantes sont apportées aux documents de l'accord-cadre, le délai de réception des offres sera prolongé de manière proportionnée à l'importance des informations demandées ou des modifications apportées.

Les potentielles modifications du DCE et les réponses aux questions seront transmises via la plateforme Achat AWS du CHU de La Réunion : <http://achats.chu-reunion.fr> : il est donc impératif que les candidats se soient identifiés sur ce site pour bénéficier des éléments.

Article 20. Litiges et différends

En cas de litige, les coordonnées de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion

Tél. : 0262 92 43 60

Fax : 0262 92 43 62

Email : greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr

Le service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours:

Greffe du Tribunal Administratif de Saint-Denis de la Réunion

Tél. : 0262 92 43 60

Fax : 0262 92 43 62

Email : greffe.ta-st-denis-de-la-reunion@juradm.fr

Affaire n°23-12	Règlement de la Consultation AOO TRAVAUX DU 10/06/2024 AFFAIRE 23-12/DTST/TRAVAUX BATIMENTS-BDA-JDR-PCO/2024-2028-CHU-GHER	Page 33 sur 34
-----------------	--	----------------

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes :

[Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs aux marchés publics compétent est :](#)

Comité consultatif interrégional de Paris

Préfecture de la région Île-de-France

Préfecture de Paris Direction des affaires juridiques

5, rue Leblanc

75911 Paris cedex 15

Tél. : 01 82 52 42 72

Fax : 01 82 52 42 95

Courriel : ccira@paris-idf.gouv.fr

Le délai de recours dont dispose le candidat non retenu au présent contrat est de deux mois à compter de la notification de la décision de rejet de son offre pour contester celle-ci devant le CCIRA son offre pour contester celle-ci devant le CCIRA.

Les voies et délais de recours sont les suivants :

- **Référé précontractuel** prévu aux articles L551-1 à L551-12 du Code de justice administrative (CJA), et pouvant être exercé avant la signature du contrat.
- **Référé contractuel** prévu aux articles L551-13 à L551-23 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les délais prévus à l'article R551-7 du même code après la signature du contrat.
- **Recours pour excès de pouvoir** contre une décision administrative prévu aux articles R421-1 à R421-7 du Code de justice administrative, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la notification ou publication de la décision de l'organisme (le recours ne peut plus, toutefois, être exercé après la signature du contrat).
- **Recours de pleine juridiction** pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.
- **Le référé secret des affaires** : en application de l'article R.557-3 du code de justice administrative, le candidat peut saisir le juge pour prescrire toute mesure provisoire et conservatoire proportionnée, y compris sous astreinte ainsi que l'ensemble des mesures mentionnées à l'article R.152-1 du code du commerce aux fins de prémunir une atteinte imminente ou faire cesser une atteinte illicite à un secret des affaires.